

Inondations : la réalité climatique rattrape l'inaction du gouvernement

Le jeudi 17 octobre au soir, une quarantaine de départements ont été placés en vigilance orange, voire rouge, pour risque de crue ou de pluie-inondation. Les impacts de ces précipitations viennent rappeler le terrible retard de la France en matière d'adaptation au changement climatique.

[Mickaël Correia](#)

18 octobre 2024 à 19h25

« Le système fortement pluvieux mis en place la nuit dernière sur le sud-ouest se décale lentement vers les Pyrénées » avec un « assèchement progressif par le nord en cours de journée », a rassuré ce matin Météo-France dans son bulletin « vigilance » du 18 octobre.

La veille au soir, la Lozère, le Rhône, la Loire et la Haute-Loire étaient placés en vigilance rouge pour « crues », ainsi que les Alpes-Maritimes et l'Ardèche en vigilance rouge « pluie-inondation ». Trente-trois départements étaient pour leur part en vigilance orange pour « pluie-inondation, crues et/ou orages ».

L'Ardèche a été particulièrement touchée par ces précipitations exceptionnelles. Dans la commune d'Annonay, le barrage de Ternay, situé au nord de cette ville de 16 000 habitant·es, a débordé. Les inondations du centre-ville, dues à la crue de la rivière de la Dêôme, ont entraîné la fermeture des crèches et des établissements scolaires jusqu'au 18 octobre au soir. Dans les zones les plus touchées du Gard et de la Lozère, les transports scolaires ont été suspendus. Au total, près de mille personnes ont dû être évacuées en France.



Le village de Limony, en Ardèche, après les inondations, le 18 octobre 2024. © Photo Jeff Pachoud / AFP

La ministre de la transition écologique Agnès Pannier-Runacher [a décrit](#) le 17 octobre, en début de soirée, « une situation inédite par son ampleur » avec, en Ardèche, « plus de 60 centimètres d'eau qui sont tombés en quarante-huit heures. C'est absolument massif ».

De nombreuses infrastructures de transport ont également été impactées. Dans le Rhône, l'autoroute A47 entre Lyon et Saint-Étienne a été submergée et a été fermée à hauteur de Ternay et de Givors jusqu'à une date indéterminée. De même, la circulation des trains est désormais impossible sur les lignes Lyon-Saint-Étienne et Lyon-Givors « *pour plusieurs jours* », [a indiqué](#) le 18 octobre la SNCF. La veille, la compagnie ferroviaire avait interrompu ses trajets sur plusieurs lignes au nord et au nord-est de Toulouse.

Un Français sur quatre exposé au risque d'inondation

« Des [travaux scientifiques](#) que nous avons menés l'an dernier sur une séquence d'inondations similaire à celle que nous venons de vivre montrent que ces épisodes cévenols [nom donné aux phénomènes orageux et pluvieux violents sur le sud-est de la France – ndlr] sont liés au changement climatique, explique à Mediapart Davide Faranda, directeur de recherche CNRS en climatologie. Je rappelle que chaque degré de réchauffement supplémentaire augmente d'environ 7 % la quantité d'eau précipitable dans l'atmosphère. »

À cause des dérèglements climatiques qui s'intensifient, « *les inondations seront de plus en plus fréquentes, non pas parce que le nombre de tempêtes augmente mais parce qu'elles sont plus chargées en pluie* », résume le climatologue.

À lire aussi

[Dérèglement climatique : dans les zones sinistrées, des assurances lâchent la barque](#)
25 septembre 2024

Entre 2021 et 2023, lors de la publication des différents volets et de la synthèse de son sixième rapport d'évaluation sur le climat, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) [avait rappelé](#) que plus le réchauffement augmente, plus les espaces urbanisés seront potentiellement victimes de pluies diluviennes et d'inondations catastrophiques, ou encore que les infrastructures de transport [seront de plus en plus affectées](#) par les risques liés aux précipitations.

« Avec un habitant sur quatre concerné, le risque d'inondation est le plus courant en France. Le changement climatique, qui se traduit localement par une hausse des pluies violentes, accentue encore ce risque, [détaille](#) le Centre de ressources pour l'adaptation au changement climatique. Dans un scénario de réchauffement à + 1,5 °C, les précipitations décennales (c'est-à-dire qui se produisent actuellement une fois tous les dix ans) se produiront 1,5 fois plus souvent. »

Impréparation gouvernementale

Ces violentes pluies viennent rappeler que la France accuse un retard important en termes d'adaptation aux impacts du changement climatique.

En juin dernier, le Haut Conseil pour le climat (HCC), organisme indépendant placé auprès des services du premier ministre, a, dans son [sixième rapport annuel](#), exhorté le gouvernement à accélérer son action climatique. La vigie française du climat a alerté sur le fait que « *certains territoires français, notamment ceux qui ont été fréquemment inondés, ont déjà atteint les limites de leurs capacités d'adaptation au changement climatique* » et qu'« un

changement d'échelle est essentiel » en matière d'adaptation du pays au réchauffement planétaire. « *Le décalage se creuse entre les mesures prises et les besoins d'adaptation* », [avait souligné](#) en juin dernier Sophie Dubuisson-Quellier, directrice de recherche CNRS et membre du HCC.

Avec le changement climatique, on doit se préparer à faire face à des risques et à des catastrophes dans tous les domaines, de plus en plus souvent.

Michel Barnier, premier ministre

Pour pallier le cruel retard adaptatif du pays, Christophe Béchu, ministre de la transition écologique du précédent gouvernement, [a annoncé](#) en janvier dernier un nouveau Plan national d'adaptation au changement climatique afin de préparer la France à un réchauffement global de + 4 °C d'ici la fin du siècle – la température moyenne mondiale a déjà augmenté de 1,1 °C.

Mais ce Plan national d'adaptation techniquement prêt depuis cet été est resté en suspens depuis les élections législatives de juillet dernier, et attend toujours un feu vert politique. Le climatologue et directeur de recherche CNRS Christophe Cassou [a même fustigé](#) hier soir l'« *impréparation* » d'Agnès Pannier-Runacher en matière d'adaptation et de gestion de risques.

Sollicité par Mediapart, le cabinet de la ministre de la transition écologique assure que le Plan national d'adaptation au changement climatique sera présenté « *d'ici fin octobre* » et qu'il n'a pas encore été officiellement lancé « *du fait du changement de gouvernement* ».

Inaction coupable

Ces terribles inondations montrent également l'inaction climatique coupable du gouvernement. Alors que l'État français [a déjà été condamné](#) par deux fois en justice en 2021 pour carences fautives dans la lutte pour le climat, et que l'année 2023 a été la plus chaude jamais enregistrée dans le monde, le gouvernement Attal a en février dernier raboté de 2 milliards d'euros le budget dédié à l'écologie. Le Fonds vert, une enveloppe dotée alors de 2,5 milliards d'euros et destinée à accélérer la transition écologique dans les territoires, avait notamment perdu 400 millions d'euros.

À lire aussi

[Pour en finir avec le déficit climatique](#)

30 septembre 2024

Quant au budget 2025 porté par le premier ministre Michel Barnier, il prévoit d'amputer ce même fonds de 1 milliard d'euros. Au total, et à rebours de l'urgence climatique, le nouveau chef du gouvernement [veut réduire](#) l'an prochain de 1,9 milliard d'euros les aides publiques en lien avec l'écologie.

Les pluies diluviennes de ces derniers jours viennent ainsi rappeler tout autant la dure réalité du nouveau régime climatique dans lequel la France est déjà entrée de plain-pied, que la dimension anticlimatique des décisions budgétaires d'un premier ministre qui a promis de mettre fin à la « *dette écologique* ».

« Avec le changement climatique, on doit se préparer à faire face à des risques et à des catastrophes dans tous les domaines, de plus en plus souvent », [a déclaré](#) le 18 octobre Michel Barnier, en déplacement au Centre opérationnel de gestion interministérielle des crises. Et d'arguer, en contradiction avec son budget 2025 : « *La prévention coûte moins cher que la réparation.* »

Dans l'après-midi du 18 octobre, plus aucun département ne se trouvait en vigilance rouge. Mais cinq demeurent encore en vigilance orange pour crues.

[Mickaël Correia](#)